

ASSEMBLÉE NATIONALE3 novembre 2017

PLF POUR 2018 - (N° 235)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° II-760

présenté par
M. Philippe Vigier

ARTICLE 34

Rédiger ainsi cet article :

Le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État, pour 2018, exprimé en équivalents temps plein travaillé, est fixé à 394 058 emplois.

Ce plafond est réparti comme suit :

«

Mission/Programme	Plafond exprimé en ETPT
Action extérieure de l'État	6 126
Diplomatie culturelle et d'influence	6 126
Administration générale et territoriale de l'État	0
Administration territoriale	0
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	0
Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales	1 3701
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	12 727
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	968
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	6
Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation	1 327
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	1 327
Cohésion des territoires	379
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	285
Politique de la ville	94
Culture	13 722
Patrimoines	8 368
Création	3 200
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2 154

Défense	6 603
Environnement et prospective de la politique de défense	
Préparation et emploi des forces	5 117
Soutien de la politique de la défense	354
1 132	
Direction de l'action du Gouvernement	0
Coordination du travail gouvernemental	0
Écologie, développement et mobilité durables	
Infrastructures et services de transports	19 152
Affaires maritimes	4 603
Paysages, eau et biodiversité	238
Expertise, information géographique et météorologie	5 151
Prévention des risques	7 121
1 309	
Énergie, climat et après-mines	
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité	358
372	
durables	
Économie	1 952
Développement des entreprises et régulations	1 952
Enseignement scolaire	2 720
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 720

Gestion des finances publiques et des ressources humaines	689
Fonction publique	689
Immigration, asile et intégration	1 240
Immigration et asile	475
Intégration et accès à la nationalité française	765
Justice	580
Justice judiciaire	222
Administration pénitentiaire	243
Conduite et pilotage de la politique de la justice	115
Médias, livre et industries culturelles	2 384
Livre et industries culturelles	2 384
Outre-mer	0
Emploi outre-mer	0

Recherche et enseignement supérieur	
Formations supérieures et recherche universitaire	259 376
Vie étudiante	164 776
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	12722
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	70 511
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	2417
Recherche culturelle et culture scientifique	4 403
Enseignement supérieur et recherche agricoles	2 291
Régimes sociaux et de retraite	1046
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	1210
Santé	0
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	0
Sécurités	1 019
Police nationale	1 019
	267
	267

Solidarité, insertion et égalité des chances	7 729
Inclusion sociale et protection des personnes	30
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	7 699
Sport, jeunesse et vie associative	0
Sport	0
Jeunesse et vie associative	0
Travail et emploi	54 919
Accès et retour à l'emploi	47 328
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	7 516
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	75
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	0
Contrôle et exploitation aériens	173
Soutien aux prestations de l'aviation civile	173
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	0
Contrôle et modernisation de la politique de la circulation et du stationnement routiers	0
Total général	394 058

»

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à diminuer le plafond des autorisations d'emplois des opérateurs de l'État pour 2018 de 3 %.

Seuls les opérateurs d'État intervenant dans les domaines suivants seraient épargnés par cette baisse : Anciens combattants, mémoire et liens avec la nation, cohésion des territoires, défense, justice, recherche et enseignement supérieur, Sécurités.

En conséquence, les autres opérateurs d'État devront subir une baisse plus importante de leurs effectifs pour parvenir à cet objectif global de 3 %.